

Les dernières nouvelles...

La Lettre Electronique N° 44 du 10 juillet 2014

Au sommaire



L'organigramme des Administrateurs...

Alliance Francophone



TRIBUNE "Le pari stratégique de la France en Afrique"



Germain Hervé MbiaYebega




Michèle Barbier invitée au Japon...



Dakar : la 9^{ème} Conférence des OING & OSC
Vue par Anas Abderrahim notre Délégué Général...

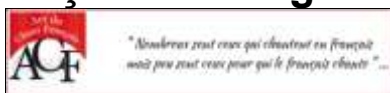


 **9^{ème} Conférence des OING & OSC :
La Déclaration de Dakar...**

 **Trofémina 2014 :
Le trophée qui récompense des femmes talentueuses...**



 **Art du Chant Français : le stage de juin en Périgord...**



 **Des nouvelles de l'Association des Parlementaires
Francophones**



 **INVITATION
A NOTER DANS VOS AGENDAS
Fête de la Chanson Francophone
Parrainée par Fabienne Thibeault**



**2^{ème} Edition du Festival KREATIKA
6 septembre 2014 de 15.00 à 18.00**

**Cirque Diana Moreno-Rex Bormann, de style Belle Epoque,
implanté Place Skanderberg, Paris 19[°]
(à la sortie Porte d'Aubervilliers du périphérique)**



LA VIE DE L'ALLIANCE **L'organigramme des Administrateurs...**

Présidents Fondateurs et d'Honneur

Pierre MESSMER (1989-2007)

Ancien Premier Ministre – Chancelier de l'Institut de France

Maurice DRUON (2007-2010)

Ancien Ministre – Secrétaire Perpétuel de l'Académie Française

Stéphane HESSEL (2010-2013)

Ambassadeur de France – Corédacteur de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme

Arnaud d'HAUTERIVES

Secrétaire Perpétuel de l'Académie Française des Beaux-Arts

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les noms marqués de ** sont membres du Comité d'Honneur et de Parrainage,
et membres de droit du Conseil d'Administration.

Les noms marqués d'un seul * sont membres du Comité International,
et membres de droit du Conseil d'Administration.

AITKAKI Maxime

AMIENS Eric

ANDRE Michèle**

ANTAKI Myriam**

ANTOINE Gérald**

AREF Mohamed AREF*

ASTIER Hubert

BAMOGO Bernard

BARBIER Michèle

BESNEHARD Dominique**

BLOHORN Marie Dominique

BOURQUIN Gisèle

BOUVIER Jérôme

BUYOYA Pierre*

CHAIGNEAU Pascal

COMTE Béatrice

COULLET Sylvia*
D'HAUTERIVES Arnaud
DACHY Michel
DANNO Jacqueline
DANNO-BILLAUT Gaele
DEHAYBES Roger
DIABATE Henriette**
ELUERD Roland
FRASSA Christophe
FREMAUX Christian
FRIEDERICI George
GIRARDIN Brigitte**
GIRAULT Joël
GOFFIOUL Fernand
GRANGER Michel
GUIGUEMDE Sylvie*
GUION Jean
HAWARI Leïla
ISSOLA Yasmine*
JOSSELIN Charles**
KHOURY-GHATTA Vénus**
KINDA Vincent
LANDRY Alain
LANUS Archibaldo*
LAURIE Thomas
MADRE Yves*
MBIA-YEBEGA Germain-Hervé
MIOT Jean
MONSEU-DUCARME Anne
NGUYEN TUAN ANH Antoine
MONTIEL Bernard**
NIA NGONGO Rose*
NIETO DE DEL RIO Remedios**
OUEDRAOGO Mahamoudou**
OUEDRAOGO Michel**
PEYRAUD Jean-Jacques
PHAN Théo
PIAT Jean**
POMEDIO Romain
PROTAR Pierre
RUTMAN Gisèle**
SAN MIGUEL PARDO Baldoméro**
SABOT Philippe
SARR M'Bougar
De ULLOA y SUELVES Carmen**
SEBAOUN Pierre
SERILLON Claude
SHUJI Kato*
VIE Gérard
ZORGBIBE Charles

TRIBUNE A... :

Vous retrouverez désormais, périodiquement, cette nouvelle rubrique, « Tribune à... », qui sera ouverte à des adhérents, amis ou administrateurs de l'Alliance Francophone.

Les propos tenus par les auteurs, qui partagent nos valeurs, n'engagent toutefois que leur responsabilité.

Michel Rocard a inauguré cette rubrique par un excellent et visionnaire article, paru dans le Monde.

Aujourd'hui c'est notre ami Germain-Hervé MbiaYebega, Administrateur de l'Alliance Francophone, qui évoque le « Paris stratégique de la France en Afrique ».

Bonne Lecture !



"Le pari stratégique de la France en Afrique"

de

Germain-Hervé MbiaYebega

Politologue

Administrateur de l'Alliance Francophone

Observatoire Politique et Stratégique de l'Afrique

(Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

Chercheur associé à la Fondation Paul AngoEla (Yaoundé).

La montagne n'aura pas accouché d'une souris à Bruxelles, tant étaient grandes — et quelque peu surréalistes — les espérances que le Sommet UE- Afrique (2-3 avril) consacrerait dotation par l'UE de ressources adéquates et suffisantes, à titre d'appui et de

soutien à l'effort militaire engagé en République centrafricaine *. La France demeure *ipso facto* l'élément central du dispositif de stabilisation militaire et politique dans ce pays. Cet état de choses suscite maintes interrogations sur les causes et bénéfices de ses interventions, récurrentes, et le risque pour la France d'être prise dans un processus d'engrenage dont elle ne maîtrise nullement les termes. Il n'en demeure pas moins que les projections de la France en Afrique doivent gagner en intensité, dans la perspective du « *new deal* » issu de l'évolution des relations internationales.

Densité du marché stratégique africain

En se tenant à l'actualité des crises malienne et centrafricaine, un double niveau de responsabilité peut être convoqué, situant à la fois les interventions militaires françaises dans leur immédiateté et les intégrant dans une perspective d'ensemble, celle de son engagement au niveau du continent.

Mystiques africaines des dynamiques de paix et de sécurité, et exigence de responsabilité

Il est d'usage commun de dénoncer les forces inopérantes que sont les armées du continent et d'une manière générale, l'incapacité de l'Afrique à produire une vision prospective et stratégique solide en matière de paix et de sécurité.

Un des résultats du Sommet de Bruxelles aura été la définition d'une feuille de route triennale (2014-2017). Elle prévoit un catalogue de « priorités communes » au nombre de cinq, au premier rang desquelles se trouve la paix et la sécurité. L'accent y est mis en particulier sur « l'opérationnalisation » de la fameuse Architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS/AP5A), la reconnaissance de la Capacité africaine de réponse immédiate aux crises (Caric) comme « dispositif transitoire et complémentaire » à la Force africaine en attente (FAA). Il est aussi fait cas du renforcement de la « coordination entre l'UE et l'Afrique, ainsi qu'avec les organisations régionales, en particulier les Communautés économiques régionales (CER) dans la planification et la conduite des activités de prévention des conflits et de soutien à la paix en coopération, le cas échéant, avec les Nations unies » (*cf.* conclusions du Sommet).

Une lecture critique, à chaud, des événements en cours permet de relever quelques curiosités : le retrait précipité du contingent tchadien de la *Misca* en début avril. Un fait pour le moins préoccupant en relation étroite avec les implications du Tchad dans les problématiques centrafricaines depuis deux décennies ; « l'incontrôlabilité » même des troupes tchadiennes qui font preuve d'un certain manque de professionnalisme ; l'important facteur de risque interne même que constitue cette armée pour le président Idriss Deby ; l'impossibilité dans laquelle s'est retrouvée la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), enfin, de faire pièce à ce projet du Président tchadien dont la faiblesse des perspectives stratégiques se manifeste.

C'est du rôle et des ressources des CER en matière de prévention et de gestion des crises armées dont il faudrait faire cas en priorité, en leur apportant des clarifications sur les missions et un appui déterminant. Elles sont les pierres angulaires de tout ce qui s'ébauche actuellement en Afrique en matière de paix et de sécurité. Ce processus lent mais irrémédiable constitue une des clés interprétatives des faiblesses de l'Afrique en matière de sécurité.

L'Union européenne, partenaire stratégique multidimensionnel

Quatre Sommets UE-Afrique ont eu lieu en quatorze ans, s'ajoutant aux différents échanges et coopération dans un spectre assez vaste (Le Caire, 2000 ; Lisbonne, 2007 ; Tripoli, 2010 ; Bruxelles, 2014). En matière de sécurité et de défense, les engagements de l'UE en Afrique s'articulent actuellement autour de 4 opérations militaires et de 5 missions civiles (voir carte sur le site de l'UE). Ce qui en fait un acteur important dans la dynamique des partenaires du développement de l'Afrique. L'accord de Cotonou (juin 2000) pose les

fondements d'un « partenariat complet » autour de trois thématiques : la coopération au développement ; la coopération économique et commerciale ; la dimension politique. De cet important partenariat politique et stratégique découle la stratégie commune Afrique-UE, adoptée à chacun des sommets.

L'Union européenne est donc bien présente en Afrique, les quelques évocations précédentes n'en rendant que partiellement compte. L'appréciation des résultats mitigés de Bruxelles doit prendre en compte des éléments de contexte politique significatifs à la veille d'élections parlementaires européennes et du renouvellement de la Commission européenne dont le mandat arrive à terme le 31 octobre.

Comment donc mettre en corrélation les carences de projection d'un État ou d'un regroupement d'États en matière de préservation de la paix, les urgences d'une intervention militaire française sur le terrain et les contraintes d'agenda d'autres acteurs dont précisément l'Union européenne ? C'est là des questions auxquelles la France doit pouvoir apporter une réponse concrète et opportune.

Enjeux français d'une présence africaine : la politique de l'action efficace

Il semble que la question est moins de savoir pourquoi la France est intervenue directement dans quatre champs d'opérations en Afrique en l'espace de trois ans (Côte d'Ivoire, Libye, Mali et RCA), que de savoir comment elle y intervient et quels en sont les effets mutuellement bénéfiques. La France est là au croisement de ses propres intérêts et de ceux de ses partenaires africains (*cf.* notre article dans la *RDN* d'octobre 2013). Elle assure et doit continuer d'assurer, dans la mesure de ses possibilités et moyens d'action, l'entretien et le prolongement d'une relation ancienne, qui se situe inéluctablement dans une dynamique évolutive. Et ce, quelles que soient certaines considérations d'un réalisme de court terme, elles altèrent les prévisions d'un réinvestissement global important de la France dans le continent, comme le recommandent divers rapports d'organismes officiels français récemment parus sur la question : 3 rapports ont été produits sur les relations France- Afrique en 2013 à la suite du dernier *Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale* (*cf.* bibliographie).

Dans le court terme

Le maintien des interventions militaires (sous mandat international) « à chaud » reste à prévoir dans les zones particulièrement « crisogènes », considération faite des enjeux humanitaires et de l'état des forces en présence. La France dispose de capacités de projection et de dissuasion lui permettant une certaine fixation, dans le champ d'opérations, du rapport des forces en présence. Dans ce sens, il faudrait prendre en compte les situations d'un certain nombre de pays dans le Golfe de Guinée, en proie à des problématiques d'insécurité globale. La volatilité des situations constitue une alerte permanente, sur la régionalisation des répercussions du déclenchement de tout conflit armé. Ces situations d'urgence exigent en amont, une claire perception des dynamiques locales, du volontarisme politique de Paris, ainsi qu'une association grandissante des responsabilités politiques et militaires des pays en crise dans toute initiative d'intervention. C'est le cas de la tenue

à Yaoundé (Cameroun) les 24-25 juin 2013, du Sommet sur la sûreté et la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée regroupant les pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), de la CEEAC ainsi que ceux de la Commission du golfe de Guinée (CGG).

Dans le moyen terme

Dans un certain nombre de pays d'Afrique subsaharienne, il existe du fait de la coopération avec la France, un réseau d'écoles nationales de sous-officiers et d'officiers dites « Écoles nationales à vocation régionale » (ENVR). La perspective de ces lieux de formation et de préparation devrait continuer de se situer dans la dynamique même d'intégration et de mutualisation des connaissances et capacités de projection. Le concept d'opérations militaires conjointes entre pays d'une même sous-région est assez récent en Afrique et des leçons sont à tirer d'ailleurs des différentes interventions militaires de cet ordre depuis la fin de la guerre froide. La complexification à tous égards des Opérations de maintien de la paix (OMP), l'ensemble des ressources à mobiliser et leur gestion, voilà qui participerait des enseignements à tirer de ces retours d'expérience. Entrevoir aussi la mise en perspective des interventions militaires de la France, par l'implication continue, dans le temps, de l'Union européenne. Ce qui s'inscrirait dans l'évolution normale des relations entre la France et l'Afrique, quoique la dynamique transitionnelle d'un tel projet soit à apprécier dans une certaine durée.

Dans le long terme

L'objectif final pour l'Afrique comme d'ailleurs pour la France, c'est la fin de toute intervention militaire en Afrique. Il importe pour cela, dans le droit fil de ce qui précède, de ne pas mésestimer le coût du règlement global des questions de conflictualité armée en Afrique, à laquelle conduira cette étape de la relation France-Afrique. Il est d'abord politique, en raison du bousculement radical mais inéluctable, des politiques menées dans le continent même, par les États causes immédiats de ces conflits. Il produit ensuite la nécessité d'un investissement conséquent, en matière de formation et de développement économique. Et ce prix et ces efforts devront être fournis en majorité et prioritairement par les Africains.

Pour la France, le positionnement en Afrique comporte sa part d'enjeu : une claire vision de son projet en Afrique et avec l'Afrique qu'il faut assumer dans le cadre d'une coopération en matière de sécurité et défense dont les termes sont évolutifs, dépouillés des aléas d'une histoire ancienne et dont il faut lever définitivement certaines hypothèques. Le pari stratégique de la France en Afrique est porteur. À charge pour celle-ci de redécouvrir sans cesse et de capitaliser les inestimables atouts qui sont ceux des Africains.

* UE et République centrafricaine

Préalablement à la tenue du Sommet UE-Afrique, l'Union européenne a annoncé la mise en route de *XEnfor* RCA, une force placée sous le commandement du général Philippe Pontiers, en prélude à la création de la *Minusca* par le Conseil de sécurité des Nations unies, en sa résolution 2149 (2014).

Éléments de bibliographie

« Conclusions des co-invités, suite à la réunion spéciale sur la République centrafricaine », Bruxelles, 2 avril 2014 ([cf. www.consilium.europa.eu/press](http://www.consilium.europa.eu/press)).

MM. Védrine et Zinsou : « Afrique France : un partenariat pour l'avenir », 4 décembre 2013, ministère de l'Économie (www.economie.gouv.fr/rapport-afrique-france-partenariat-pour-l-avenir-hubert-vedrine).

MM. Mamère et Zumkeller : « Les émergents de l'Afrique anglophone » (rapport n° 1535), 6 novembre 2013, commission des Affaires étrangères (www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i1535.asp).

MM. Lorgeoux et Bockel : « L'Afrique est notre avenir » (rapport n° 104), 29 octobre 2013, commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées (www.senat.fr/notice-rapport/2013/r13-104-notice.html). Germain-Hervé MbiaYebega : « Interventions militaires françaises et dynamiques africaines de paix et de sécurité » in *Revue Défense Nationale* n° 763, octobre 2013 ; p. 68-74.

(Paru dans la "Tribune No 541", *Revue Défense Nationale*, 18 juin 2014, Pp. 1-5.)

Alliance Francophone

LA VIE DE L'ALLIANCE

Michèle Barbier Invitée au Japon par notre Délégué Shuji Kato...



L'Alliance Francophone se réjouit de constater que, grâce à notre ami Shuji Kato, la chanson française est magnifiquement honorée au Japon. Les 25, 27 et 30 juillet, des concerts seront donnés à Nagoya, Tokyo et Kameyama, avec des chansons françaises interprétées par des artistes japonais. En invités, l'accordéoniste Jean-Pierre Ménager, proposé par Jacqueline Danno et Michèle Barbier qui présentera, outre ses propres œuvres, quatre chansons de l'inoubliable Edith Piaf.

« J'adore chanter Edith Piaf », nous dit Michèle. « Avec des mots simples, elle touche les cœurs, elle exprime ce que tous ressentent. Personne d'autre n'a jamais autant sublimé la souffrance et la ferveur. Et c'est pour cela qu'elle est éternelle ».



ミッシェール・バービエ (ボーカル)

秘書を務めていたジョゼフィン・ペーカーのすすめで、役者そしてシンガーソング・ライターの道を歩み始めたミッシェール・バービエは、自らがステージに立つだけでなく、舞台そのもの愛するようになった。

30年にわたり Arena サーカス、Messidor サーカスのディレクターを務めた後、文学と演劇とシャンソンを統合し一つのスペクタクルを作る活動に取り組んで、3枚のCDを制作。

アリアンス・フランコフォン会長ジャン・R・ギオン氏の総秘書として世界108カ国の文化交流に努めている。左岸派文学的シャンソンの香りを漂わせる数少ない歌手として、初来日。

Alliance Francophone



LA VIE DE L'ALLIANCE

9^{ème} Conférence des OING et OSC de la Francophonie à Dakar
Vue par Anas Abderrahim, Délégué Général Palestine,
représentant de l'Alliance Francophone...



Photo de groupe- A la gauche du Président Diouf le Président M. Sall

A la demande de notre Président International, Jean R.Th. Guion, j'ai eu l'honneur de représenter l'Alliance Francophone à la *9^{ème} Conférence des Oing et Osc de la Francophonie* qui s'est tenue à Dakar du 4 au 6 juin 2014.

Pour commencer, quelques remarques d'ordre générales :

- L'événement a pris une forme différente des précédents du fait qu'il se déroule dans la ville où doit avoir lieu le prochain Sommet de la Francophonie. Les autorités sénégalaises ont décidé de donner une place particulière à cette

Conférence et le *Président MackySall* en personne a participé à la journée d'ouverture aux côtés du *Secrétaire Général de l'OIF, Abdou Diouf*. Cette journée a ainsi pris une tournure beaucoup plus protocolaire et formelle que traditionnellement. On a pu voir la participation du corps diplomatique en poste au Sénégal, de la presse et des télévisions sénégalaises.

A mon sens, cela a perturbé le travail des participants de la Conférence et accentué le sentiment d'inorganisation de cette première journée.

- De nombreuses organisations n'étaient pas représentées par les participants habituels car la rencontre se déroulait en Afrique. D'autre part, de nombreuses nouvelles organisations de la société civile ont été invitées (parmi les réseaux des associations professionnelles francophones, Réseau francophone pour l'Egalité Homme-Femme, Plateforme internationale des réseaux jeunesse francophones). On a ainsi vu beaucoup de nouveaux visages lors de cette rencontre.
- Il me semble que cette Conférence a par conséquent été quelque peu déroutée des objectifs que nous aurions dû avoir. Quels étaient d'ailleurs ces objectifs ? Etre un cadre de rencontre et de coordination des Oing et Osc francophones pour élaborer des politiques communes en vue de renforcer nos actions et notre cohésion dans notre ensemble Francophone. Poursuivre les travaux entamés ? Faire le point sur ce qui a été réalisé...etc.



Autres remarques :

- Cette année le thème choisi : ***Femmes et jeunes francophones, vecteur de paix et acteurs du développement***. Un thème transversal qui était sympathique mais qui ne portait aucun enjeu réel. Il n'a abouti à rien de concret excepté une déclaration très diplomatique adressée aux Etats-membres de l'OIF...
- **Points positifs** : les chefs des missions¹ A, B, C, D ont bien suivi leurs dossiers et les ateliers autour du thème choisi, ont été bien encadrés par l'équipe de l'institut du Nouveau Monde. En ce qui nous concerne nous avons choisi de participer à l'atelier portant sur le rôle des Oing et Osc en faveur de l'accès des jeunes et des femmes à l'éducation et à la formation professionnelle. Notre

¹<http://ong-francophonie.net/>

synthèse de nos travaux a été reprise en grande partie dans la déclaration finale².



Anas Abderrahim Délégué Général Palestine

- **Points négatifs** : On a mis de côté les précédents travaux (Conférence de Bamako, de Ouagadougou, de Genève, de Paris ...etc.) jugés « *obsolètes* » par le président du Comité de Suivi. Il s'agissait certainement des consignes de l'OIF. Mais la manière n'y était vraiment pas. Cela a suscité des réactions car certains (dont moi), n'ont pas forcément apprécié le fait de faire table rase des travaux précédents et de ne pas avoir de liens avec les décisions antérieures. On nous a donc fait comprendre que la Conférence des Oing et Osc francophones telle qu'elle existait, c'était du passé. Elle sera réarticulée autrement. On ne sait pas vraiment quand et comment. Et il n'y a eu aucune élection d'une nouvelle équipe pour la coordination de nos travaux. L'actuelle équipe reste en poste !

Conclusions :

- On nous a demandé de répondre à 2 questions concernant l'avenir de cette rencontre des Oing francophones :
- 1- **la forme d'intervention devrait être privilégiée par la Conférence des Oing et Osc de la Francophonie au cours des prochaines années ?** A cette question le débat tournait autour du fait de privilégier le plaidoyer auprès des Etats ou l'action de terrain coordonnée. Le résultat est une forme de combinaison de tout cela.
 - 2- **Les modalités d'organisation des rapports entre les acteurs de la société civile francophone et l'Oif ?** Beaucoup ont réclamé un mécanisme de contrôle permettant de faire le bilan de nos actions. Car lors de cette rencontre nous n'avons pu faire le point sur le travail de l'actuel comité de suivi.

Les réponses à ces questions devraient servir à la prochaine rencontre qui établirait un nouveau mécanisme de fonctionnement pour cette Conférence.

Les critiques les plus récurrentes ont porté sur les problèmes de communication de l'entité et le manque de transparence. Il y a deux ans, nous avons créé un site électronique pour suivre notre actualité. Depuis, vu l'activité du site, il est clair que l'équipe de l'actuel comité de suivi ne le fait pas vivre. Entre deux conférences, c'est le « silence radio » ! Il a été demandé au comité de régulariser la situation.

Le travail de cette Conférence des Oing et Osc reste très peu efficace concernant les objectifs d'harmonisation et de coordination de nos actions dans l'espace francophone.

² Voir Déclaration Finale ci-dessous

Néanmoins pour l'Alliance Francophone, notre visibilité dans cet espace reste forte. Nous avons pu échanger avec les personnalités présentes telles que *Clément Duhaime* (Administrateur de l'Oif), *Mankeur Ndiaye* (Ministre des Affaires Etrangères du Sénégal), *PendaMbow* (Conseillère du Président MackySall), *Leila Saadé* (AUF), *Michel Venne* (Institut du Nouveau Monde), *SouhayrBelahssen* (Fidh)...etc.



Anas Abderrahim et au centre le
Ministre des Affaires Etrangères du Sénégal, SEM Mankeur Ndiaye

Je me suis réjouis de constater que notre réputation et celle de notre Président, Jean R.Th. Guion, étaient très bonnes. Nombre de participants se sont même excusés de ne pouvoir assister à notre Assemblée Générale Internationale du 7 juin 2014.



DÉCLARATION DE DAKAR

Les femmes et les jeunes sont vecteurs de paix et acteurs de développement. Leur contribution au bien-être de leurs collectivités et à la construction de notre avenir est indéniable. Mais elle n'est pas reconnue à sa juste valeur.

Dans nos pays, des femmes souffrent. Égalité est un vain mot pour elles. Leurs droits sont bafoués. On bat, on vend, on viole, on tue des femmes. Dans nos pays, des jeunes souffrent aussi. Trop souvent privés d'éducation, chômeurs, enrôlés de force dans des conflits armés, leur avenir paraît bloqué. En dépit de quelques progrès, la place dans les instances décisionnelles des femmes et des jeunes, qui composent la majorité de la population mondiale, reste toutefois minoritaire. Cette situation est source d'inégalités et d'injustice.

Participant à la 9^{ème} Conférence des OING et des OSC de la Francophonie à Dakar (Sénégal) du 4 au 6 juin 2014 :

- **Nous affirmons** que la paix est un droit fondamental, une valeur qui doit être cultivée tout au long du cycle de vie au sein et au-delà de la famille, de la communauté et du pays ; qu'il n'y a pas de paix sans développement ni développement sans paix et qu'il n'y a ni paix ni développement sans respect des droits fondamentaux : les trois sont indissociables et requièrent d'être traités simultanément dans les politiques publiques ; la paix passe aussi par la sécurité économique, juridique et sociale.

- **Nous soutenons** que le développement est impossible sans la participation active des peuples : le changement passe inévitablement par une combinaison d'actions concrètes et efficaces des gouvernements avec celles de la société civile, l'un ne pouvant réussir sans l'autre ; et que le développement requiert l'engagement de tous les citoyens, en particulier l'apport actif et décisif des femmes et des jeunes.

C'est pourquoi, **nous proposons le renforcement de la collaboration entre la société civile et les États francophones** en faveur de la paix et du développement par l'engagement des citoyens de tous horizons, en particulier des femmes et des jeunes, dans les lieux de décision à toutes les étapes et la reconnaissance, la défense et la promotion de leurs droits.

En ce qui concerne les Etats, nous leur demandons de respecter leurs engagements.

Nous demandons aux États de traduire dans leurs politiques nationales les engagements pris, dans des forums internationaux ou ailleurs, en faveur de la paix, du développement, de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la promotion de la jeunesse et la formation à l'emploi des jeunes, ou en faveur de l'éducation pour tous, du développement durable ou de la sécurité.

Les États doivent restaurer la confiance dans leurs institutions. Il doivent rendre des comptes sur les engagements internationaux qu'ils prennent.

A l'issue de cette 9^{ème} Conférence, nous nous adressons aux Etats.

Nous réclamons des réformes de l'éducation et de la formation visant une cohérence depuis la petite enfance jusqu'à l'université. Nous voulons permettre aux jeunes et aux femmes de bénéficier d'une formation qualifiante dans tous les domaines et notamment l'économie verte et les TIC. Nous demandons à l'ensemble des Etats de ratifier le protocole facultatif de la convention sur la torture de Genève de 1984 ainsi que les autres traités et conventions liés à la paix et au développement.

Nous demandons la mise en place d'un cadre légal permettant d'assurer l'accès des victimes à la justice ; ce cadre légal doit offrir des réparations aux victimes de violations des droits humains en toute équité et sans discrimination notamment aux personnes ayant subi des viols ou des actes de torture.

Nous demandons aux Etats de créer les conditions d'une démocratie participative, dans laquelle l'éducation à la paix et à l'exercice de la citoyenneté sont des éléments essentiels.

Enfin, nous demandons aux Etats et à leurs organisations internationales de mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités de la société civile.

Nous, société civile de la 9^{ème} conférence, nous engageons à :

- impulser des programmes d'éducation à la paix - développer l'assistance aux victimes de tortures et de viols - décider d'assurer une participation équitable des femmes et des jeunes dans nos organisations - mutualiser les expériences porteuses ou bonnes pratiques notamment dans les domaines de l'éducation et

de la formation professionnelle - impliquer les femmes et les jeunes dans l'élaboration de projets de développement durable inclusif et les informer de leurs droits - agir pour adapter les curricula afin de développer l'apprentissage tout au long de la vie et l'entrepreneuriat, comprenant un lien fonctionnel entre structures de formation et monde du travail.

C'est donc à ce prix que les femmes et les jeunes seront les vecteurs de la paix et les acteurs du développement.

***Déclaration de Dakar - Organisation internationale de la Francophonie
06/06/2014***

Alliance Francophone

 **PARTENAIRES & AMIS**
Trofémina 2014

Le trophée qui récompense des femmes talentueuses...



LES LAUREATES 2014

BUSINESS : Anne-Laure CONSTANZA, Présidente "Envie de Fraises"
CULTURE : Solène SAINT-GILLES, Responsable Programmes Culturels France 2
MÉDIA : Sophie MASSIEU, Journaliste Upside Télévision
HOTELLERIE VOYAGE : Catherine BETSCH, Directrice "La Première" Air France
RESTAURATION : Rougui DIA, Chef des cuisines du Buddha Bar Hotel Paris
HUMANITAIRE : Patricia MOWBRAY, Présidente Association "Racines d'Enfance"
FEMME INTERNATIONALE : Lioudmila BERLINSKAIA, Pianiste, Concertiste



De droite à gauche Fabrice Tripoteau (DG de APF Evasion), Bernard Montiel, Patricia Mowbray, Stéphanie Goujon (finaliste avec Patricia) et Roland Escaig



« Les femmes sont désormais le seul avenir de l'homme. Et les reines, ce sont elles. Notamment toutes celles qui ont été nominées au XI° Trofémina Haier. Des femmes d'exception, à qui il ne manque qu'à grimper la dernière marche pour être pleinement reconnues ». Tel est le credo du fondateur de Trofémina, Roland Escaig, le chaleureux et dynamique directeur de la rédaction du magazine Tentation.



Accroupis :
Bernard Montiel (Présentateur de la soirée)
Roland Escaig (Créateur du Trofémina)

Debout au 1er rang :

Fabrice Nidiau (Tourisme TV)
Solène Saint-Gilles (Lauréate Culture)
Sophie Massieu (Lauréate Média)
Patricia Mowbray (Lauréate Humanitaire)
Julie Grégoire (Directrice de Sofitel Pullman et Mc Gallery)
Geneviève de Fontenay
Rougui Dia (Chef Buddha Bar hôtel Paris)
Anne-Laure Constanza (Lauréate Business)
LioudmilaBerlinskaia (Lauréate Femme Internationale)
Véronique Maurey (PDG Haute Tension)

En arrière-plan :

Delphine Margue (Direction des Relations Publiques, Renault)
Véronique Valcke (DG hôtels Baverez)
Cédric Audebert (DG France, Haier)
Sandrine Quétier

Sébastien Goales(Directeur de la Communication à la Direction des Contenus Orange)
Ivan Ledour (Directeur Commercial et Développement International, H- Gringoire)
Ivan Dumezic (PDG de Plateforme)
Catherine Betsch (Directrice La Première – Air France)
Jean-Luc Ditvial (Directeur Commercial de la Chocolaterie Puyricard)

Cultivant le goût des valeurs et la reconnaissance de ceux qui les transmettent, l'Alliance Francophone ne pouvait que se réjouir d'avoir assisté à cette soirée, prestigieuse et conviviale, le 16 juin 2014, à la salle Wagram, en présence de 500 invités, présentée par notre ami Bernard Montiel, avec toute l'élégance qu'on lui connaît...

Dans la catégorie « Humanitaire », le trophée a été décerné à notre nouvelle adhérente Patricia Mowbray, fondatrice de l'Association Racines d'Enfance qui construit des maternelles en pleine brousse sénégalaise.



**Marie Drucker,
Trophée d'Honneur**

En présence de nombreuses personnalités du monde des affaires, de la culture, de l'humanitaire et des médias, d'autres précieuses statuettes en cristal offertes par Lalique ont été remises :

Catégorie Humanitaire :

Patricia MOWBRAY, Présidente Association "Racines d'Enfance"

Catégorie Business :

Anne-Laure Constanza, Fondatrice de « Envie de Fraises » première marque de mode française à destination des femmes enceintes.

Catégorie Culture :

Solène Saint-Gilles, responsable des programmes culturels de France 2, qui affirme son exigence d'allier audience et qualité

Catégorie Média :

Sophie Massieu journaliste à Upside Télévision, qui a déclaré que les femmes de valeur sont trop nombreuses pour être considérées comme « d'exception ».

Catégorie Hôtellerie-Voyage :

Catherine Betsch, Directrice de La Première-Air France

Catégorie Restauration :

Rougui Dia, d'origine sénégalaise, chef du Buddha Bar Hôtel de Paris

Catégorie Femme Internationale :

LioudmilaBerlinskaia, pianiste, concertiste, enseignante à l'école normale de musique de Paris.

« Un vrai prix, qui a du sens, et qui annonce le Grand Partage, avec les parrains actifs... Faire Ensemble, c'est un peu le mot-clé du Trofémina, d'autant plus que les femmes sont les seules à transmettre la vie et à la préserver ». On ne saurait mieux dire.



Geneviève de Fontenay et Michèle Barbier

Alliance Francophone

 **PARTENAIRES & AMIS**

L'ART DU CHANT FRANCAIS

Les triomphes d'ACF . Stage international en Périgord du 2 au 22 juin 2014...



Après le Japon et les concerts du ténor Stéphane Sénéchal ,
L'aventure et les activités de L'Art du Chant Français continue en Périgord avec
"Des américains amoureux du Français".



Au Manoir des Jouandis, près de Bergerac, 9 étudiants artistes lyriques d'un niveau exceptionnel et issus des prestigieuses écoles de musique de New York , Mannes et Manhattan School, prennent un "bain" de langue, de culture et de musique Française.

Tous les plus grands compositeurs français, ayant mis en musique notre langue, sont étudiés, tels Lully, Rameau, Gretry, Glück, Bizet, Massenet, Gounod, Saint Saëns, Delibes, Offenbach, Debussy, Fauré, Hahn, Duparc, Ravel, Chabrier, Poulenc ...

L'occasion aussi d'organiser en Périgord une série de concert de promotion du patrimoine lyrique valorisant la langue française (Voir page Facebook ACF) sous la présidence du Maître Michel Sénéchal de l'Opéra, et sous la co-direction artistique de Stéphane Sénéchal et Glenn Morton.



<http://artduchantfrançais.com/>

Stéphane Sénéchal

https://fr.wikipedia.org/wiki/St%C3%A9phane_S%C3%A9n%C3%A9chal

Art du Chant Français, ACF,
(Youtube/Facebook)

<http://artduchantfrançais.com/>

Alliance Francophone

PARTENAIRES & AMIS



Assemblée consultative de la Francophonie

Des nouvelles de l'APF Assemblée Parlementaire de la Francophonie...

Convaincus que l'APF est une structure institutionnelle des plus efficaces, concrètes et militantes, nous avons décidé de vous tenir régulièrement informé de ses plus importantes initiatives

XXII^{ème} Assemblée parlementaire de la Francophonie Les outils de la gouvernance démocratique ...



La XXII^{ème} Assemblée régionale Afrique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie a analysé l'actualité des pays francophones les 26 et 27 mai 2014 à Brazzaville (Congo) avec plus de 120 délégations parlementaires.

Après avoir condamné les agissements de Boko Haram, les délégués ont évoqué les migrations particulièrement dans le cas des expulsions dans les deux Congo.

De nombreux présidents d'Assemblées venus, entre autres, de République démocratique, du Congo, de Côte d'Ivoire, du Gabon, du Burkina Faso participaient aux travaux.

Les grandes orientations ont été résumées dans le document intitulé « Appel solennel de la XXII^{ème} assemblée régionale Afrique des parlements membres de l'Assemblée Parlementaire Francophone ». Il y est question des constitutions post-transition et du rôle des parlements dans la gouvernance en Afrique francophones.

Les parlementaires de la région Afrique ont également assisté à la Conférence parlementaire francophone sur les changements climatiques organisée à Brazzaville le 28 mai 2014 par l'APF avec le soutien de l'Institut de la Francophonie pour le développement durable et l'Assemblée nationale du Congo.

Les travaux portaient sur deux thèmes : les enjeux de la Conférence de Paris Climat 2015, et l'émergence économique à l'épreuve du changement climatique.

(Source : APF)

Conférence parlementaire francophone, les changements climatiques en question...

Le 28 mai 2014 s'est tenue à Brazzaville, la conférence parlementaire francophone sur les changements climatiques.

L'un des défis majeurs est l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables et la lutte contre la pauvreté, une exigence indispensable pour parvenir à un développement durable. Cette rencontre avait pour but d'identifier des solutions concrètes en vue du prochain sommet des Nations-Unies sur le climat qui se tiendra à Paris en 2015.

Dans la déclaration officielle publiée à la fin des travaux, les parlementaires francophones, ont rappelé combien il est vital de lutter contre le dérèglement climatique et de limiter le réchauffement en dessous de 2°C par rapport à l'ère préindustrielle.

Entre autres mesures, ils ont aussi approuvé la création d'un Réseau parlementaire francophone de solidarité pour la lutte contre les dérèglements climatiques.

(Source : APF)

Réseau parlementaire de lutte contre le VIH/sida



27 au 30 avril 2014. Le Réseau parlementaire de lutte contre le VIH/sida.

Des parlementaires de six sections membres de l'APF ont pris part à la 7^{ème} Conférence Internationale Francophone VIH/Hépatites à Montpellier (France).

Un atelier-débat avait été organisé en collaboration avec ONUSIDA, partenaire de l'APF dans la lutte contre la pandémie, ajoutant ainsi un volet politique et parlementaire au programme de la Conférence, déjà riche en communications d'ordre scientifique, thérapeutique et pratique. L'APF était présente aux deux précédentes éditions de cette Conférence biannuelle : à Casablanca en 2010 et à Genève en 2012.

(Source : APF)

Alliance Francophone

 **INVITATION**

A NOTER DANS VOTRE AGENDA

**Fête de la Chanson Francophone
Parrainée par Fabienne Thibeault**

**2^{ème} Edition du Festival KREATIKA
6 septembre 2014 de 15.00 à 18.00**



**Cirque Diana Moreno-Rex Bormann, de style Belle Epoque,
implanté Place Skanderberg, Paris 19°
(à la sortie Porte d'Aubervilliers du périphérique)**

Alliance Francophone

4^{ème} APPEL DE COTISATION 2014

Si vous avez envoyé votre adhésion entre temps,

veuillez ne pas tenir compte de ce rappel !

Pour des raisons d'éthique,

l'Alliance Francophone ne sollicite pas de subventions publiques !

Aidez-nous à garantir notre indépendance et à assurer la pérennité de nos actions,

Renvoyez, dès aujourd'hui, votre bulletin d'adhésion

à

Alliance Francophone

24 avenue Perrichont

75016 – Paris

France

Nous vous en remercions bien cordialement !

Nom et prénoms

Adresse

Code postal Ville

Pays

Téléphones :

Télécopie :

Courriel

Profession/Titres/Fonctions

Adhère à l'Alliance Francophone et choisit la cotisation suivante :

• membre actif cotisation : 60 €

• membre bienfaiteur : 100 € et plus

• association : 200 € et plus

• entreprise : 1000 € et plus

• lycéens (plus de 15 ans) & étudiants : **gratuité (joindre certificat de scolarité)**

• **Membre de droit pour services rendus : à l'appréciation exclusive des Délégués Généraux après avis des Conseils d'Administration nationaux concernés.**

Règlements : chèques ou virements bancaires à l'ordre de « Alliance Francophone »

Alliance Francophone



Si vous souhaitez que d'autres reçoivent ces informations, merci de nous envoyer leurs courriels à :

mailingaf-subscribe@irquion.com

Si vous ne souhaitez plus recevoir ces informations, merci de nous envoyer un message sur

mailingaf-unsubscribe@jrquion.com

(à partir de l'adresse courriel qui reçoit nos publications)